

[SNJ - SNJ-CGT - CFDT-Médias - FIJ - FEJ] Le gouvernement français doit agir pour défendre la liberté de la presse en Turquie

21 octobre 2016



Les syndicats français de journalistes (SNJ/SNJ-CGT/CFDT-Journalistes), membres de la FIJ/FEJ, condamnent la scandaleuse décision du groupe français Eutelsat de suspendre la diffusion de plusieurs chaînes kurdes d'opposition -comme Med Nûçe et Newroz TV- à la demande de RTUK, (Conseil supérieur de l'Audiovisuel turc). En Turquie, RTUK a fait fermer 23 chaînes de télévision et stations de radio kurdes, dont Zarok TV, une chaîne diffusant exclusivement des programmes pour enfants.

Eutelsat a donc clairement agi sur ordre direct du pouvoir turc, se faisant ainsi le relais en Europe du régime de l'AKP qui depuis le coup d'état avorté du 15 juillet, et l'introduction de l'état d'urgence, n'a eu de cesse de fouler au pied la liberté d'expression.

A ce jour, plus de 131 médias en Turquie ont été rayés de la carte par ordre du chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan et de son gouvernement. Cette chasse aux sorcières, ces attaques contre la liberté de la presse, ont conduit une centaine de journaliste turcs et kurdes à être embastillés, faisant de ce pays la plus grande prison au monde de journalistes. Trois mille confrères ont perdu leur emploi, des centaines d'autres ont du quitter la Turquie pour éviter la répression et les purges massives.

Les syndicats français appellent instamment la Direction d'Eutelsat à ne pas se faire les complices d'une politique répressive d'Ankara contre le pluralisme, contre la liberté d'informer. Ils s'adressent solennellement au gouvernement français pour qu'il pèse de tout son poids afin que la diffusion des chaînes incriminées soit rétablie au plus vite. Car il en va d'une atteinte gravissime à l'un des fondements clés des libertés en Europe : celle du droit d'informer tel que défini par le Conseil de l'Europe, dont est membre la Turquie.

Ils appuient l'action de la chaîne de télévision kurde d'assigner le groupe français en référé devant le tribunal de commerce mercredi 26 octobre, à 11h30, au Tribunal de Commerce de Paris (1, quai de la Corse, 75004 Paris).

Dans le même temps, les trois syndicats français appellent la profession à soutenir la campagne de la FIJ et de sa branche européenne FEJ en solidarité avec les journalistes en Turquie aux côtés du Syndicat des journalistes de Turquie (TGS), de l'Association des journalistes de Turquie (TGC), et de l'Association des journalistes progressifs (PJA).

- ▶ En participant à la journée de solidarité du 21 octobre au cours de laquelle les journalistes libres peuvent parrainer des journalistes emprisonnés en Turquie via les réseaux sociaux (#FreeThemAll).
- ▶ En signant la pétition en ligne demandant au gouvernement turc de relâcher immédiatement les journalistes emprisonnés et de rouvrir les stations de télévision et de radio.

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/SNJ-SNJ-CGT-CFDT-Medias-FIJ-FEJ-Le-gouvernement-francais-doit-agir-pour>